

Systeme de santé public contre système de santé privé

Le secteur privé va tuer le système de santé public britannique (NHS), et non le sauver

Le 16 Janvier 2022 Par Jatinder Hayre <https://jacobinmag.com/2022/01/uk-national-health-service-privatization-waiting-lists>

Jatinder Hayre est médecin généraliste en formation et chercheur universitaire dans le domaine des inégalités en matière de santé. Il a récemment co-écrit le SAGE Report 21 : COVID-19 and Health Inequality (Rapport SAGE 21 : La Covid-19 et l'inégalité en matière de santé, NdT) et travaille avec la Fabian Society. Il milite au sein de Keep Our NHS Public (Conservons notre système de santé publique) et en est le porte-parole.



Dans le cadre d'un accord conclu en 2020 avec le National Health Service, le secteur privé britannique n'a pris en charge que 0,08 % des patients du COVID-19. (Piron Guillaume / Unsplash)

Certains membres du parti travailliste sont favorables au recours au secteur privé pour réduire les délais d'attente du NHS. Mais dans le privé, les soins de santé sont là pour faire du profit plutôt qu'aider les patients — et certainement pas pour sauver le système de santé public. Alors qu'une main invisible protège le secteur privé, les coups d'un pied invisible font exploser le secteur public. Cela n'est nulle part plus évident que dans la percée des soins de santé privés au sein du NHS.

En temps normal, la relation entre le secteur privé des soins de santé et le NHS est parasitaire : le secteur privé se contente des cas simples et sans complications, et le NHS dépense des milliards de livres sterling. Mais, comme dans bien d'autres domaines, la pandémie a tout changé, et aujourd'hui, de plus en plus de gens prétendent que les soins de santé privés vont nous sauver. Se laisser séduire par cet argument pourrait se révéler être une erreur coûteuse — et pas seulement en termes financiers.

Cette semaine, Sajid Javid, secrétaire d'État à la santé, a annoncé la conclusion d'un nouvel accord de trois mois entre les prestataires de soins de santé privés et le NHS. L'accord prévoit une collaboration entre les deux parties, théoriquement destinée à augmenter la capacité du NHS.

Seulement quelques jours auparavant, Wes Streeting, secrétaire d'État à la santé dans le cabinet fantôme du Parti travailliste, avait indiqué qu'il était favorable à l'utilisation de prestataires de soins de santé privés pour réduire les listes

The Private Sector Won't Save the NHS

By
Jatinder Hayre

The problem with Labour's support for using the private sector to bring down NHS waiting lists is that for private providers, profit will always come ahead of helping patients.

Votre National Health Service a besoin de vous. (Ill. Facebook)

d'attente du NHS. « Cela ne fait aucun doute, le prochain gouvernement travailliste devra probablement avoir recours au secteur privé pour réduire les listes d'attente du NHS », a déclaré Streeting à Nick Robinson de la BBC, ajoutant qu'il serait toutefois « assez fâchés des coûts impliqués » que cela induirait.

L'accord est vendu au public comme une toute nouvelle initiative, mais en réalité, le gouvernement a négocié un accord similaire en mars 2020 avec des résultats dérisoires. Les données du NHS montrent que le secteur privé, dans le cadre de l'accord de 2020, n'a pris en charge que 0,08 % des patients de la Covid-19 pendant la pandémie. En moyenne, cela signifie que l'ensemble du secteur privé a pris en charge huit patients Covid par jour entre mars 2020 et mars 2021. Le NHS, quant à lui, en prenait en charge une moyenne de dix mille par jour.

Bien entendu, le secteur privé a également été chargé de poursuivre les soins courants pendant que le NHS se débattait avec la pandémie de Covid-19. Mais même dans ce cas, la contribution du secteur privé aux soins des patients n'a pas été significative.

L'activité traditionnelle financée par le NHS auprès du secteur privé a en fait diminué de 43 %, ce qui s'est traduit par 235 000 actes non urgents et 1,3 million de rendez-vous en moins pour les patients du NHS par rapport à 2019. Au lieu de se mobiliser pendant la pandémie, le secteur privé s'est mis en retrait.

À la consternation du personnel de première ligne du NHS, la réalité est que ce contrat était conçu comme une bouée de sauvetage pour le secteur privé en difficulté pendant la pandémie, plutôt que d'être un secours pour les patients.



Santé publique et pas santé privée (Mike Kemp/In Pictures via Getty Images)

Un fournisseur privé, Spire, est allé jusqu'à déclarer que l'accord fournirait « des liquidités suffisantes et une stabilité financière pendant l'épidémie de la Covid-19 ». Spire avait déjà annoncé qu'il risquait de ne pas respecter ses engagements bancaires et qu'il pourrait être obligé de suspendre les dividendes de ses actionnaires.

Pire encore, dans le cadre du contrat 2020, le secteur privé des soins de santé était incité à continuer de traiter les patients payants, à condition qu'un dédommagement soit payé au gouvernement – une concession incompréhensible au plus fort d'une urgence de santé publique. En conséquence, les prestataires de soins de santé privés ont repris leur habitude consistant à sélectionner les cas les plus simples et ont négligé leurs obligations contractuelles envers le NHS, en plus de recevoir du NHS 360 € par lit d'hôpital privé.

Alors, où en sommes-nous aujourd'hui ? Alors que le pays connaît une recrudescence du variant Omicron et que 6 millions de personnes sont en attente sur les listes du NHS, celui-ci est confronté à une tâche sans précédent. Les patients en quête d'un traitement et en attente de soins sont en proie à la souffrance et au désarroi, alors même que 92 % des établissements hospitaliers se sont déclarés extrêmement inquiets de l'épuisement du personnel et du stress lié au travail.



File d'attente d'ambulances devant les services d'urgence qui ne peuvent pas admettre de patients, les lits étant bloqués par les personnes en attente de soins sociaux. (Photo : Mark Thomas/REX/Shutterstock)

Des temps difficiles imposent des solutions radicales plutôt que de continuer sur la même voie. Et si on veut avoir un impact significatif sur la liste d'attente du NHS, qui ne cesse de s'allonger, une des solutions consiste à nationaliser le secteur privé des soins de santé. Les options dont dispose le gouvernement britannique peuvent être évaluées à l'aune des résultats obtenus ailleurs : la renationalisation du jour au lendemain des hôpitaux privés en Espagne dans les premiers temps de la pandémie a, par exemple, permis d'augmenter considérablement la capacité en nombre de lits ; l'accord négocié avec le secteur privé des soins de santé en Irlande, par contre, a été décrit comme « une occasion manquée d'intégrer et de simplifier le système hospitalier irlandais ». La nationalisation est la seule véritable solution, tant au niveau national qu'international.

Une modélisation réalisée par l'Institute for Fiscal Studies (IFS) a montré que la liste d'attente du NHS, dans le pire des cas, pourrait atteindre le chiffre stupéfiant de 14 millions de patients d'ici l'automne de cette année. Même dans le scénario le plus optimiste – une liste d'attente de plus de 9 millions – le NHS devrait augmenter ses capacités à partir de 2023 pour être en mesure de revenir à un niveau pré pandémie en 2025.

Des décisions courageuses doivent être prises en ces temps étranges de pandémie. Alors que le gouvernement conservateur prend des mesures pour dégrader davantage le NHS, il incombe aux Travailleurs de faire face à la réalité qui se profile : une réalité que le secteur privé ne résoudra pas, il ne le peut pas.